

THE CONVERSATION

Academic rigour, journalistic flair

La Belgique face à la vraie-fausse « révolution du coquelicot »

June 18, 2019 9.51pm BST



Le vice-président d'Ecolo, Jean-Marc Nollet, le 27 mai 2019 à Bruxelles, au lendemain des élections régionales, fédérales et européennes. Bruno Fahy/ AFP

Author



Gautier Pirotte

Professeur de socio-anthropologie,
Université de Liège

On a beaucoup glosé, ces derniers jours, en Belgique au sujet de la proposition du co-président d'Ecolo, Jean-Marc Nollet, concernant la mise en place d'un gouvernement wallon minoritaire, composé des seuls partis PS et Ecolo, mais ouvert à des représentants de la société civile. Arrivés respectivement premier et troisième du scrutin électoral wallon, le 26 mai 2019, avec 26,2 % et 14,5 % des suffrages, le Parti socialiste et le parti écologiste auraient ainsi formé, selon ce scénario, un gouvernement minoritaire mais renforcé par l'appoint de forces vives de la société civile.

Alors que la mise en place d'un gouvernement minoritaire constitue déjà un défi de taille, cette ouverture à la société civile est présentée comme une innovation, un grand moment créatif, voire une « utopie » (pour reprendre le titre de l'édito du *Soir* du 17 mai 2019). L'idée est séduisante et sexy. Elle s'inscrit dans une réflexion bien dans l'ère du temps visant à chercher à répondre à une « crise » de la représentativité électorale, à ce « décrochage démocratique » dont parle le co-président d'Ecolo pour justifier sa proposition.

Idée séduisante voire poétique, jusque dans l'image empruntée du coquelicot pour qualifier cette

coalition. Bien après la révolution des œillets, voici celle du coquelicot. Mais en Belgique, cette proposition est-elle vraiment si novatrice ?

Le contre-exemple d'Emmanuel Macron

En fait, cette idée d'ouvrir la composition d'un gouvernement à des membres de la société civile sous couvert d'une tentative de régénérescence de la démocratie n'est pas révolutionnaire en soi.

Il y a deux ans, quand Emmanuel Macron fut élu président de la République française, il fit grand usage d'une conception de la société civile qu'on retrouve aujourd'hui dans le projet de gouvernement coquelicot : écouter la société en mouvement et ses demandes de changements, faire appel à de nouvelles têtes, de nouvelles idées, des gens non liés à des partis, des hommes et des femmes indépendantes et... compétentes.

La France n'est pas la Belgique, bien sûr, et on s'est très vite rendu compte de l'instrumentalisation par le Président Macron et La République en Marche d'une notion souvent perçue positivement par l'électeur. L'existence même du mouvement des « gilets jaunes » en est la preuve la plus récente.

L'idée n'est pas neuve non plus, la nomination de ministres « de la société civile » dans un gouvernement est même finalement une chose assez courante. Rappelons, par exemple, la présence de Jean-Pascal Labille au ministère de la Coopération et du Développement à la fin du mandat du gouvernement Di Rupo. Ce n'est qu'un exemple parmi d'autres.

L'illusion d'une frontière étanche

Un tel projet d'ouverture à la société civile repose sur un ensemble de croyances qui ne se vérifient pas toujours. La première croyance tient dans l'idée que la frontière entre l'espace de la société civile et celui de l'appareil d'État serait absolument étanche. C'est, bien entendu, faux tant du point de vue des individus qui animent ces espaces, que des lieux qu'ils fréquentent ou de la circulation des idées.

Tout d'abord, le système politique belge a hérité d'un système en piliers. Il n'empêche : sur le plan sociologique voire idéologique, ce système de piliers favorise toujours un rapprochement entre les organisations instituées et leurs représentants de la société civile avec les pouvoirs publics, favorisant la porosité des espaces de la société civile et de l'État.





Le Roi Philippe avec les deux « informateurs » J. Vande Lanotte et D. Reynders au Palais royal, le 6 juin 2019, à Bruxelles. Les deux hommes préparent difficilement la prochaine coalition gouvernementale au niveau fédéral. Benoit Doppagne/AFP

La Belgique n'est pas la France ici non plus. On ne trouvera pas ici d'État jacobin où les corps intermédiaires ont été gommés au nom d'une relation plus directe entre le citoyen et son représentant, mais bien au contraire un État subsidiaire cherchant à satisfaire autant que possible les appétits des organisations de la société civile représentatives de différents courants idéologiques et sociaux.

Ce faisant, une grande partie de la société civile – notamment ce qu'on pourrait appeler les corps intermédiaires comme les syndicats ou les mutuelles – est déjà solidement présente dans l'État et l'État, via des processus d'institutionnalisation et d'octroi de subsides, dans la société civile.

L'illusion de la régénération démocratique

La seconde croyance concerne la puissance de régénération démocratique de la société civile. C'est ainsi oublier que le lien entre société civile et démocratie n'est pas naturel. En effet, l'engagement citoyen peut tout autant consolider un système démocratique que chercher à la détruire. À ce titre, il s'agit non seulement d'étudier la congruence des organisations de la société civile avec les valeurs démocratiques, mais aussi le degré de confiance de ces organisations avec le monde politique au sens large.

Or, dans l'espace de la société civile belge, on voit apparaître régulièrement, au-delà des corps intermédiaires institués, différents mouvements (comme les groupements d'achats collectifs, les « Petits Producteurs » ou la plate-forme d'accueil des réfugiés) qui expriment une méfiance voire un rejet du politique, n'espérant plus grand-chose de l'État, préférant une approche plus ancrée dans le quotidien, cherchant des solutions à courte portée sociale et économique (de type *self-help*). Trouvera-t-on automatiquement dans ces mouvements de quoi régénérer la démocratie ? Ce n'est pas évident.

On soulignera, pour conclure, que deux conceptions de la société civile coexistent dans nos sociétés.

La première est centrée sur la fonction politique de contre-pouvoir, de chien de garde de ses composantes dans une veine historiquement héritée d'un Tocqueville et actualisée par des chercheurs principalement anglophones (comme Robert Putnam). La seconde souligne le rôle de la société civile comme opératrice de services à la société, rôle d'autant plus important dans une perspective néo-libérale où l'État et le marché autorégulé ne peuvent ou ne doivent répondre à tous les besoins.

Alors, à quelle société civile le projet coquelicot fait-il référence ? Au contre-pouvoir qui deviendrait à son tour le pouvoir et réduisant encore un peu plus l'espace de contestations ? Ou à la société civile, tiers-secteur, palliatif des déficiences de l'État et du marché ? Mais est-ce là un projet réellement progressiste ?

L'auteur a récemment publié « La Notion de société civile » (La Découverte).

 **Parti socialiste** **Union européenne** **écologie** **Europe** **élections** **Belgique**